

Antoine Pécoud L'ignorance sur la question de l'immigration exacerbe les attitudes racistes

Si le débat sur les sujets migratoires est essentiel, il est largement biaisé, voire entravé, par la méconnaissance des Français, explique le sociologue

A mesure qu'approchent les échéances électorales de 2027, la question de l'immigration revient au cœur des débats politiques. Un des favoris des sondages, l'ancien premier ministre et président du parti *Horizons* Édouard Philippe, a d'ores et déjà esquissé un programme, qui reprend notamment le slogan sarkozyste d'« immigration choisie ». Nul doute que des propositions similaires vont émerger dans les mois à venir.

Si le débat est essentiel, il risque d'être entravé par l'ignorance sur le sujet. Un grand nombre d'études révèlent en effet que les citoyens méconnaissent les réalités migratoires. Les Français estiment par exemple que la population française compte 23 % d'immigrés, alors même que le chiffre réel est de 13 % (*Ipsos, 2023*). En Europe, les sondés évaluent de même la part d'immigrés à 16,7 % de la population, contre 7,2 % en réalité (*Eurobaromètre, 2018*). En outre, selon 57 % des Français, les immigrés en situation irrégulière seraient plus nombreux que ceux en situation régulière (*YouGov, 2023*), ce qui n'est pas du tout le cas : la France compte entre 450 000 et 800 000 sans-papiers, sur une population d'immigrés de 77 millions de personnes (*Insee, 2024*). Les situations d'irrégularité sont donc de l'ordre de 10 %. Pour ce qui est de la religion, les Français évaluent à 28 % la part de la population musulmane en France (*Ipsos, 2023*), alors que l'estimation la plus fréquente est de 7 % ou 8 %.

Ces biais ne sont pas sans conséquences. Ils peuvent exacerber les crispations identitaires et renforcer le rejet des immigrés, les attitudes racistes ou discriminatoires, voire les violences à leur encontre. Alors que l'immigration peut s'avérer nécessaire pour des raisons démographi-

ques ou économiques, ils compromettent la prospérité du pays en empêchant des politiques plus ouvertes.

Mais surtout, ces biais dénaturent le débat et favorisent des politiques publiques tout aussi biaisées. Ils conduisent par exemple les électeurs à exiger toujours plus de fermeté : selon un décompte du *Figaro*, près de 30 lois ont ainsi été adoptées en France depuis 1980 pour contrôler les flux migratoires ; sans pour autant que cet objectif semble atteint, ni que cela apaise le débat. Pour qu'une démocratie fonctionne, il est nécessaire que les citoyens disposent d'une compréhension minimale des enjeux sur lesquels ils sont amenés à se prononcer. Dans le cas contraire, le débat démocratique débouche sur des politiques inefficaces, voire contreproductives, alimentant une perte de confiance dans l'action publique et une surenchère vers les extrêmes.

S'il paraît donc essentiel de corriger ces biais, encore faut-il comprendre d'où ils

viennent. La première hypothèse consiste à estimer que le sujet est complexe, et qu'il est normal de se tromper. Par exemple, on associe l'immigration à la pauvreté, et on en conclut qu'il faut développer les pays du Sud pour freiner les arrivées de migrants. Mais bien qu'intuitif, ce postulat est à nuancer : les migrants sont loin d'être toujours pauvres, et c'est précisément le développement de leur pays qui leur donne les moyens de partir.

On accuse aussi les immigrés de « voler » le travail des Français. Là encore, la réalité est plus complexe : les premiers occupent souvent les emplois que les seconds refusent, ce qui crée des situations de complémentarité plus que de concurrence. Dans cette optique, il convient de mieux connaître les dynamiques migratoires, et de rendre ces connaissances disponibles au plus grand nombre, des décideurs au grand public en passant par les médias.

Le savoir existe

Mais une autre interprétation est possible : l'ignorance ne résulte pas de l'absence de connaissances ou du non-accès à des connaissances disponibles, mais serait au contraire le produit de stratégies destinées à créer délibérément de la confusion. C'est le cas lorsqu'un savoir existant est volontairement passé sous silence, ou lorsque des « faux » savoirs sont mis en circulation pour écarter les « vrais ». Rappelons que pour ce qui concerne les migrations, le savoir existe : des institutions comme l'Insee, les Nations unies ou l'Organisation de coopération et de développement économiques produisent des données sérieuses et des analyses étayées, d'une manière, en général, accessible. A priori, le débat démocratique peut donc s'appuyer sur des informations fiables.

Pour autant, les erreurs perdurent et résistent aux tentatives de les invalider par les données et la raison. Ce n'est pas seulement le cas d'arguments en vogue à l'extrême droite, comme celui [de la théorie raciste] du « grand replace-

ment » ou de la prétendue « invasion » de l'Europe par les Africains, qui peuvent être aisément invalidés. C'est aussi le cas de l'argument de « l'appel d'air », par exemple, selon lequel des prestations sociales trop généreuses attireraient les migrants et les réfugiés : rien n'étaye cette thèse, qui n'en fonde pas moins une large part des politiques actuelles. Dans ce contexte, ne pas recourir à l'information disponible et persévérer dans une stratégie politique déconnectée de la réalité relève de l'idéologie et de la production d'ignorance. Il en va de même lorsque nombre de médias et de responsables politiques utilisent les données de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, malgré leur caractère notoirement tendancieux.

Face à cette mauvaise foi, il reste nécessaire de vérifier attentivement les informations que l'on reçoit et que l'on diffuse. Mais force est d'admettre que les données et la raison ne peuvent pas grand-chose face à des constructions idéologiques qui ignorent volontairement la réalité. De plus, il n'est pas certain que les citoyens changent d'avis lorsqu'ils reçoivent une information fiable. Ce ne serait donc pas leur méconnaissance qui les rend hostiles à l'immigration, mais au contraire leur hostilité qui les incite à méconnaître le sujet. A l'heure de la « post-vérité », cette situation n'est pas propre aux politiques migratoires, mais celles-ci n'en restent pas moins parmi les plus affectées par la production d'ignorance. Elles constituent, à ce titre, un laboratoire décisif pour le débat démocratique contemporain. ■

Antoine Pécoud est professeur de sociologie à l'université Sorbonne-Paris Nord, membre de l'Institut universitaire de France et directeur du département Policy de l'Institut Convergences migrations

RIEN N'ÉTAIE LA THÈSE DE « L'APPEL D'AIR », QUI N'EN FONDE PAS MOINS UNE LARGE PART DES POLITIQUES ACTUELLES

En Suède, la droite précipite la normalisation de l'extrême droite

ANALYSE

La confusion dans son regard laisse à penser que le chef de file des Démocrates de Suède (SD, extrême droite), Jimmie Åkesson, ne s'attendait pas au revirement soudain des Libéraux. En novembre 2025, ce dernier part avait décidé qu'il continuerait de refuser de gouverner avec les SD. Dans un message sur Twitter en février 2021, Simona Mohamsson, qui prendra la tête de la formation quatre ans plus tard, décrivait encore Jimmie Åkesson comme « un leader de parti raciste, à la tête d'un parti raciste [qui] dit des choses racistes sur sa politique raciste ». Mais ce 13 mars, le ton a changé : les Libéraux, annonce-t-elle, sont prêts à faire entrer les SD au gouvernement après les élections prévues le 13 septembre. Car le parti d'origine néonazie, affirme-t-elle, « a changé ». Et, comme pour convaincre ceux qui en douteraient, elle prend Jimmie Åkesson dans ses bras, illustrant la normalisation de l'extrême droite en Suède.

Pour comprendre le virage qui s'est produit dans le royaume scandinave ces dernières années, il est bon de se souvenir d'une autre image, datant du 15 septembre 1991, qui a elle aussi marqué l'histoire de la vie politique suédoise. Ce jour-là, le parti populiste anti-immigration Ny Demokrati (Nouvelle démocratie) fait son entrée au Parlement à Stockholm. Ses deux dirigeants se précipitent sur le plateau de la chaîne SVT, où sont rassemblés les chefs

de file de la droite traditionnelle. Bengt Westerberg, le leader du Parti libéral, se lève et quitte le studio en signe de protestation : « Ny Demokrati ne siègera que pendant la durée d'un mandat et ce n'est qu'en 2010 que l'extrême droite, incarnée par les Démocrates de Suède, reviendra au Parlement. Entretemps, Jean-Marie Le Pen s'est qualifié pour le second tour de la présidentielle en France en 2002 et la droite radicale flirte avec le pouvoir dans de nombreux pays européens. Mais en Suède, les SD, issus de la mouvance fasciste, continuent de rebattre les électeurs. »

Quand ils décrochent leurs premiers sièges de députés, un consensus s'impose rapidement au sein de la classe politique : l'extrême droite doit être privée de toute influence. Pendant près de deux décennies, le cordon sanitaire tiendra. Il commencera à s'étioler au cours de l'été 2019. Un an plus tôt, les SD ont remporté 17,5 % des suffrages aux élections législatives. Crédité d'environ 40 % des voix, la droite, dans l'opposition depuis 2014, comprend qu'elle ne pourra plus gouverner seule. La cheffe de file des Chrétiens-démocrates, Ebba Busch, est la première à franchir le Rubicon, en invitant Jimmie Åkesson à déjeûner en juillet 2019. « Toutes mes critiques à l'égard des Démocrates suédois demeurent », déclare-t-elle après l'entrevue. A l'approche des législatives de septembre 2022, conservateurs du parti Modérés, Chrétiens-démocrates et Libéraux annoncent pourtant qu'ils sont prêts à gouverner avec le soutien de l'extrême droite.

Bengt Westerberg décide alors de quitter le parti qu'il a dirigé de 1983 à 1995. « A droite, les responsables politiques faisaient croire qu'ils n'accepteraient qu'un soutien passif des SD, explique-t-il. Mais je savais que pour former un gouvernement qui dispose de la majorité au Parlement, ils devraient faire des concessions et que les Démocrates de Suède pousseraient pour obtenir le maximum. »

Recul de la liberté d'expression

Présenté en octobre 2022, après les législatives remportées par la droite et l'extrême droite, l'accord de Tidö (du nom du château où les négociations ont eu lieu) confirme son analyse. Le texte provoque la stupeur tant il fait la part belle au programme des SD. Certes, le parti ne siègera pas au gouvernement. Mais des postes sont réservés à ses cadres dans presque tous les ministères et chaque réforme, hors diplomatie et défense, est négociée et présentée par les quatre partis.

Quatre ans plus tard, Jimmie Åkesson peut se féliciter. Précipitée par la droite libérale conservatrice, la normalisation de sa formation est un fait, au point que ses origines et son appartenance à l'internationale des droites radicales ne sont presque plus évoquées dans le débat public. En Suède, l'étiquette « extrême droite » est réservée à des partis comme le Rassemblement national ou Fratelli d'Italia, la formation de Giorgia Meloni, avec laquelle les SD siègent pourtant au Parlement européen.

Jimmie Åkesson n'a plus besoin de clamer que la formation qu'il dirige n'est plus la même que celle qu'il a rejointe à l'automne 1994, quand le logo des SD était encore une flamme inspirée du fascisme italien et que les chemises brunes peuplaient ses rassemblements. Ses alliés de droite le font à sa place, reprenant à leur compte certaines des idées et la rhétorique de son parti.

Politique migratoire ultrarestrictive, banalisation du discours anti-immigrés, virage répressif contre les mineurs, démantèlement de la politique climatique, réduction de l'aide publique au développement, attaque contre les médias publics... Si la Suède n'a pas encore sombré dans l'illibéralisme, certaines tendances inquiètent. Dans son dernier rapport annuel, l'ONG Amnesty International dénonce un recul de la liberté d'expression et de manifester. Vendredi 1^{er} mai, plus de 700 juristes ont signé une pétition alertant sur le « démantèlement de l'Etat de droit ».

Dans les sondages, les SD se maintiennent autour de 20 %, tandis que la droite recule. Sur les réseaux sociaux, le premier ministre conservateur, Ulf Kristersson brandit l'épouvantail d'une « immigration incontrôlée » en cas de victoire de la gauche. Le 1^{er} avril, il a annoncé qu'il était prêt à gouverner avec les SD et à confier le poste de ministre de l'immigration à Jimmie Åkesson. A ses côtés, le leader d'extrême droite jubilait. ■

ANNE-FRANÇOISE HUVERT (MALMÖ, SUÈDE, CORRESPONDANTE RÉGIONALE)

SI LE PAYS N'A PAS ENCORE SOMBRÉ DANS L'ILLIBÉRALISME, CERTAINES TENDANCES INQUIÈTENT